



Emmanuel Macron, fossoyeur de la gauche romantique.

Né en 1977, Emmanuel Macron est le fils d'un couple de médecins. De par sa grand-mère, directrice de collège, il commence à militer au sein du Mouvement des Citoyens de Jean-Pierre Chevènement et Bertrand Duthéil de la Rochère, puis au sein du PS depuis 2001.

Lors des élections de 2007, il fait partie des Gracques, ce mouvement composé d'anciens patrons et de hauts fonctionnaires qui appelaient à l'alliance de Ségolène Royal et de François Bayrou. La défaite et son échec à obtenir un siège lors des législatives qui suivirent l'éloigna de la vie politique.

Sa carrière de haut-fonctionnaire est fulgurante. Tout d'abord rapporteur de la commission Attali en 2007, il est recruté dès septembre 2008 par Rothschild comme banquier d'affaire. Banque dont il deviendra associé dès 2010.

Suite au rachat par Nestlé d'une filiale de Pfizer, dont il a mené les négociations, François Henrot aurait dit de lui que s'il avait continué dans la banque il aurait été l'un des meilleurs en France et sans doute même en Europe.

Parallèlement à cela il est membre depuis 2012 des « Young Leaders » de la French-American Foundation.

Après avoir, dès 2011, soutenu la candidature de François Hollande, il est nommé le 15 mai 2012, Secrétaire général adjoint de l'Élysée. Fonction qu'il quittera, remplacé par Laurence Boone, le 10 juin 2014. Et le 26 août, il est nommé par Manuel Valls à Bercy en lieu et place de l'incarnation de l'aile gauche du parti socialiste, le libéral atlantiste a remplacé « Monsieur protectionnisme made-in-France ».

S'il s'est toujours déclaré comme un gauchiste convaincu, Emmanuel Macron a tout pour rassurer le patronat. A peine arrivé, il brisa le tabou des 35 heures et s'est d'ailleurs fait ovationner par le Medef.

Par ailleurs il déclara, la veille de sa nomination par Valls, à l'hebdomadaire du Point *« Nous pourrions autoriser les entreprises et les branches, dans le cadre d'accords majoritaires, à déroger aux règles de temps de travail et de rémunération. C'est déjà possible pour les entreprises en difficulté. Pourquoi ne pas étendre à toutes les entreprises, à condition qu'il y ait un accord majoritaire avec les salariés ? »*

Cela engendra également le premier couac de sa toute jeune carrière, puisque Matignon déclara alors que le gouvernement *« n'a pas l'intention de revenir sur la durée légale du travail à 35 heures »*, dont la modification éventuelle *« relève de discussions entre partenaires sociaux »* que l'exécutif *« respectera »*.

En revanche s'il rassure les sphères dirigeantes, on peut dire que sa nomination a été vue par les militants socialistes comme un acte de trahison supplémentaire de Manuel Valls (copieusement hué à la Rochelle).

Valls et Macron.

Les deux hommes se connaissent bien et se savent idéologiquement proches, car tout deux sont issus du même sérail, à savoir celui de Michel Rocard. Ils incarnent donc l'aile droite du parti socialiste, à savoir une aile ultralibérale et pro-américaine, un socialisme moderne qui veut se libérer des lubies de la vieille gauche. En d'autres termes, économiquement, ils devraient ne pas établir une politique très différente que celle que prônerait l'UMP. Reste à savoir si les autres franges idéologiques du parti de Solferino laisseront ce jeune « loup de wall-street » mener son programme économique.

Quoiqu'il en soit cette nomination ne fait que confirmer ce qui saute aux yeux depuis des mois : en France il y a les sans-dents et les autres... et la couleur politique de ces derniers n'est plus un critère.